

Projet BENKADI au Bénin : Des Attentes Clairvoyantes envers les Acteurs pour le Bien-être des Communautés

Au Bénin comme au Mali, au Burkina Faso et en Côte-d'Ivoire, le projet BENKADI s'est donné pour mission d'améliorer qualitativement l'efficacité des politiques publiques en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets en encourageant une plus grande participation citoyenne.

PASCiB

Plate-Forme des Acteurs de la Société Civile du Bénin



Po
ur
me
ne
r
à
bi
en
ce
tt
e
mi
ss
io
n,
BE
NK
AD
I
co
ll

ab
or
e
ét
ro
it
em
en
t
av
ec
un
la
rg
e
év
en
ta
il
d'
ac
te
ur
s
en
qu
i,
il
pl
ac
e
de
gr
an
de
s
at

te
nt
es
.
Il
s'
ag
it
de
s
au
to
ri
té
s
lo
ca
le
s,
de
s
or
ga
ni
sa
ti
on
s
de
la
so
ci
ét
é
ci
vi
le

,
de
s
ac
te
ur
s
du
se
ct
eu
r
pr
iv
é
et
de
s
mi
ni
st
èr
es
se
ct
or
ie
ls
.

Des autorités locales

Les autorités locales jouent un rôle crucial dans la réussite du projet BENKADI. C'est pourquoi, le projet attend d'elles une compréhension approfondie des enjeux du projet et un engagement ferme en faveur de sa mise en œuvre réussie. Cet engagement se traduit par une déclaration écrite du Conseil

Communal, une participation active aux activités du projet, notamment les ateliers de concertation multi-acteurs et la sensibilisation sur la conservation des écosystèmes. De plus, elles sont encouragées à prendre des mesures administratives pour favoriser l'adoption de l'Adaptation Basée sur les Écosystèmes (ABE) et à élaborer et mettre en œuvre un Plan de Développement Communal (PDC) prenant en compte l'ABE.

Des Organisations de la Société Civile

Les OSC jouent un rôle vital dans la mise en œuvre du projet BENKADI. Le projet attend d'elles qu'elles améliorent leur connaissance de l'ABE et de la participation citoyenne, renforcent leurs capacités en plaidoyer et lobbying, accompagnent les communautés locales, assurent une veille citoyenne et soutiennent la mise en œuvre des actions de l'ABE dans les communes. Leur rôle est essentiel pour garantir un dialogue multi-acteur efficace et renforcer la résilience des communautés locales.

Des acteurs du secteur privé

Les acteurs du secteur privé ont un rôle à jouer dans la promotion de l'ABE. Le projet BENKADI attend d'eux qu'ils s'approprient les enjeux de l'ABE, collaborent avec le projet, accroissent leurs connaissances sur les pratiques promues par l'ABE en lien avec leurs activités économiques, et initient l'application de ces pratiques. Ils sont également encouragés à impliquer les communautés locales dans leurs activités économiques et à adopter des pratiques de gestion durable des ressources naturelles.

Des ministères sectoriels

La collaboration efficace des ministères sectoriels est d'une grande nécessité pour atteindre les objectifs du projet BENKADI. Ainsi, le projet attend d'eux qu'ils facilitent la mise en place d'un cadre institutionnel plus inclusif au niveau national et local, ainsi que le dialogue multi-acteur.

Ils sont encouragés à améliorer leurs connaissances sur la participation citoyenne et l'ABE, à accompagner tous les acteurs dans l'intégration de l'ABE dans les projets et programmes du gouvernement, et à promouvoir une participation équilibrée de toutes les catégories d'acteurs, y compris les jeunes, les femmes, les communautés locales et les personnes vivant avec un handicap, dans le processus de formulation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques.

En somme, le projet BENKADI place des attentes clairvoyantes sur les épaules de divers acteurs, dans l'objectif commun de promouvoir l'ABE et de renforcer la résilience face au changement climatique au Bénin. Ce projet représente un modèle de collaboration multi-acteurs pour un avenir plus durable.

Megan Valère SOSSOU

Alerte en Afrique de l'Ouest et Centrale : Insécurité alimentaire au plus haut niveau en une décennie

Une récente [étude des Nations Unies](#) a révélé une situation alarmante en Afrique de l'Ouest et Centrale, où l'insécurité alimentaire aiguë atteint son niveau le plus élevé en une décennie. Cette expansion inquiétante de l'insécurité alimentaire touche particulièrement les pays côtiers et les régions en conflit du Burkina Faso et du Mali, ce qui entrave considérablement les efforts d'aide humanitaire.



Selon l'analyse basée sur le Cadre harmonisé de mars 2023, environ 45 000 personnes dans la région du Sahel seront confrontées à des niveaux de faim catastrophiques, se situant juste avant le seuil de la famine. Parmi elles, 42 000 se trouveront au Burkina Faso et 2 500 au Mali. Les facteurs combinés, tels que les conflits, les impacts climatiques, la pandémie de COVID-19 et les prix élevés des denrées alimentaires, exacerbent la faim et la malnutrition.

Cette détérioration de la sécurité alimentaire se traduit également par une augmentation significative de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans en cette année 2023, avec une hausse de 83% par rapport à la moyenne de la période 2015-2022. Environ 16,5 millions d'enfants seront touchés, dont 4,8 millions souffriront de formes sévères débilitantes. Les incidents de sécurité dans la région, en hausse de 79% entre 2019 et 2023, provoquent des déplacements massifs de population, perturbant l'accès aux terres agricoles et aux ressources nécessaires.

Malgré une amélioration des précipitations en 2022, l'accès et la disponibilité des denrées alimentaires restent préoccupants. La région dépend toujours des importations alimentaires nettes, mais la dépréciation monétaire et l'inflation élevée font grimper les coûts d'importation. De plus, des défis économiques et fiscaux entravent les initiatives visant à stimuler la production alimentaire locale.

Face à cette crise, les organisations internationales lancent un appel à une action collective. Il est impératif d'investir dans le renforcement des capacités des communautés à faire face aux chocs et de promouvoir des solutions locales et durables pour la production, la transformation et l'accès aux denrées alimentaires, en particulier pour les groupes vulnérables.

Les partenaires humanitaires, de développement et le secteur privé sont également sollicités pour soutenir les gouvernements nationaux dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les programmes doivent englober des systèmes de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que des initiatives de protection sociale ciblant les femmes et les jeunes enfants. De plus, les partenariats doivent contribuer à la prévention et au traitement de la malnutrition infantile tout en abordant les défis liés au climat et à la durabilité des ressources naturelles.

En conclusion, la crise alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et Centrale exige une réponse urgente et collective pour atténuer les effets dévastateurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la région. Les enjeux sont considérables, mais ensemble, nous pouvons apporter un changement significatif et offrir un avenir meilleur aux populations touchées.

Megan Valère SOSSOU